

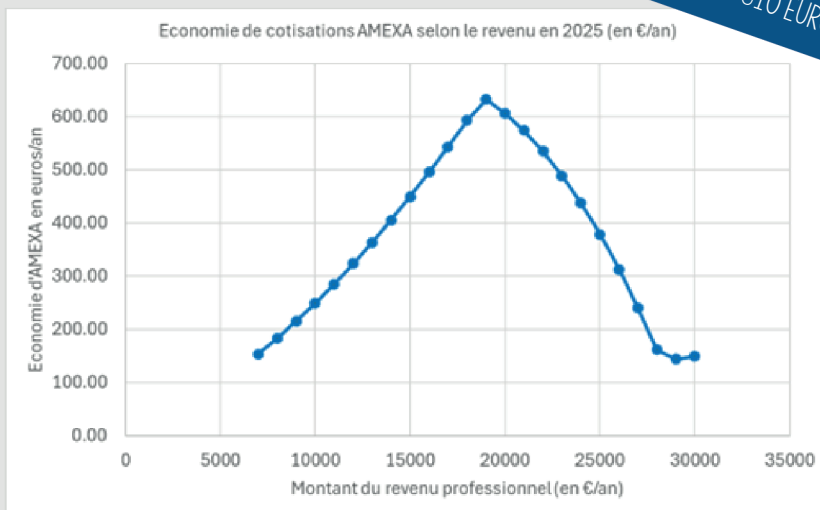


Soutiens et sécurisation de votre activité agricole



Certaines mesures fiscales et sociales vous apporteront un peu de trésorerie, selon votre situation.

- Depuis 2022, le taux des cotisations maladie fait l'objet d'une **réduction dégressive** en fonction de vos revenus professionnels.



JUSQU'À 610 EUROS D'ÉCONOMIE

EXONÉRATION DE 30%

- En 2025 le taux d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) passe de 20% à 30%, pour les terres agricoles, prêtres, prairies, vignes, vergers « Le montant correspondant (...) doit, lorsque ces terres sont données à bail, être intégralement rétrocedé aux preneurs »
- On notera surtout le tournant pris entre la **DEP vers les assurances climatiques** !

30% NON FISCALISÉS

Pour rappel, les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition peuvent pratiquer une **Déduction pour Epargne de Précaution** dont le montant est plafonné : les sommes ainsi déduites doivent être utilisées au cours des 10 exercices qui suivent celui au cours duquel la déduction a été pratiquée pour faire face à des dépenses nécessitées par l'activité professionnelle, et sont ensuite rapportées au résultat de l'exercice au cours duquel leur utilisation est intervenue ou au résultat de l'exercice suivant.

La DEP peut bénéficier d'une **non-taxation de 30% des sommes réintégré**, à partir des exercices clos en 2024, lorsque les sommes réintégré

- Foyer de maladie animale ou végétale.
- **Pertes de récoltes ou de cultures résultant d'aléas climatiques.**
- Pertes résultant de calamités agricoles.

Il semble bien qu'un contrat d'assurance récolte calamités agricoles soit préconisé, voire indispensable ?

L'exonération partielle intervient au titre de l'exercice de survenance du risque ou l'exercice suivant, dans la limite d'un plafond de 50.000 euros par exercice.

Par exemple, je constitue une Déduction **DEP de 20.000 €** une bonne année, et je les réintègre une année où mon revenu est faible en raison d'un aléa climatique. Je réalise une économie d'impôt et potentiellement de MSA (en attente de précisions) sur la partie exonérée. Dans l'hypothèse où ces prélèvements obligatoires représentent 50%, **l'économie est de 50% x 6.000 € (30% de 20.000 €) = 3.000 €**

